

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

Le 4^e Congrès Mondial

Quatrième Séance (11 Novembre)

Suite des débats sur le rapport de Zinoviev. — L'opposition française au front unique. — Le gouvernement ouvrier.

La nécessité de publier le compte rendu sténographique in-extenso des débats du 4^e Congrès mondial, nous oblige à réserver la plus grande partie du présent numéro et des numéros suivants à cette publication.

Orateurs :

Becker, Radek, Duret, Bordiga, Graziadei.

KOLAROV. — La séance est ouverte. Le camarade Becker a la parole.

BECKER (Allemagne). — Le rapport de l'Exécutif contient beaucoup de louanges à l'adresse du Parti allemand. Mais nous, camarades, nous n'en sommes pas très contents. Nous pensons que si l'on nous compte parmi les meilleurs enfants de la grande famille de l'Internationale Communiste, on doit nous reprocher d'autant plus vivement nos erreurs. En tout cas, nous devons les souligner.

Dans l'application de la tactique du front unique en Allemagne, nous avons également à compter avec deux tendances hostiles. Chez nous, ces tendances ne sont pas, comme en Italie et en France, des tendances déclarées qui donnent à leur point de vue un caractère de théorie, en s'opposant en principe à la tactique du front unique. Comme je viens de le dire, ce ne sont que des tendances. Mais, camarades, je suis d'avis que c'est précisément dans les pays qui ont à appliquer immédiatement la tactique du front unique qu'il est intéressant de savoir ce que sont ces tendances, car nous aurons à compter avec elles.

Camarades, les racines de ces tendances, qui ne jouent pas seulement un rôle dans les organes centraux, consistent en ce qu'un grand nombre de membres, au lieu de comprendre leur devoir de communistes et de constituer le facteur actif dans les situations difficiles où le prolétariat est indiffé-

rent et fatigué, au lieu de travailler à la mobilisation des masses, sont gagnés par le pessimisme. Une partie de ces masses, en effet, est imprégnée de fatigue, n'a aucune initiative propre et ne sait même pas utiliser la misère quotidienne du prolétariat.

Il est vrai que cet état d'esprit a beaucoup diminué au cours des derniers mois, mais il n'en continue pas moins à être à la base des tendances qui existent dans les organes du Parti. Dans leur analyse de la situation politique, ces deux tendances font, il est vrai, de justes remarques, mais aboutissent toutes à des conclusions pessimistes. Cela est vrai de la tendance de Gauche comme de celle de Droite. Un certain nombre de camarades, surtout de la Gauche, n'ont pas encore bien compris les différentes possibilités d'application du front unique et ont pour cela des craintes exagérées sur les déviations opportunistes possibles. Ces craintes sont, dans bien des cas, un obstacle réel à l'application du front unique. Quant à la tendance de Droite, elle existe chez un grand nombre de camarades dirigeants du Parti, qui, pour un certain nombre de raisons, étaient déjà d'une nature passive et qui ne mettent pas à l'application du front unique toute l'activité nécessaire. Nous avons fait l'expérience en Allemagne que chaque fois que nous décidons d'appliquer le front unique, les social-démocrates appliquaient également leur tactique. Il s'est ainsi produit un grand nombre de cas où les social-démocrates nous ont précédés dans l'application du front unique. La faute en est à la passivité d'un certain nombre de camarades dirigeants qui ont permis aux social-démocrates de nous enlever l'initiative de la tactique du front unique.

Au cours de l'application du front unique qui suivit la mort de Rathenau, ces deux tendances manifestèrent une certaine anxiété, une certaine inquiétude. Les camarades de la tendance de droite, au cours des négociations avec les orga-

nisations social-démocrates, craignaient de rompre trop tôt le contact. C'est pourquoi le Parti ne montra pas suffisamment sa véritable figure.

En ce qui concerne la tendance de Gauche, elle aussi montra une certaine inquiétude. Je n'aurai qu'à rappeler l'histoire de la Fédération de Berlin. La camarade Fischer, qui a parlé, hier, sait qu'au cours de l'action qui a suivi la mort de Rathenau, la Fédération de Berlin s'est livrée à une démonstration muette sans orateur. Dites ce que vous voudrez, mais une telle manifestation est un symptôme de l'inquiétude des éléments de Gauche. Quand nous prenons part à des actions communes, nous devons montrer notre visage propre. La camarade Fischer déclare qu'on a pu remarquer dans le Parti allemand une certaine exagération quant à l'importance des pourparlers avec les organisations social-démocrates ; je dois dire pour ma part que je n'ai pas remarqué cette exagération. Au contraire, la tendance de Droite, au cours des négociations avec les organisations social-démocrates n'agit pas seulement d'une façon passive, elle manifesta une réserve craintive. Il est inexact de dire que nous avons exagéré la tendance à négocier avec le Parti social-démocrate. Nous aurions dû, au contraire, négocier plus souvent, ce qui nous aurait permis de démasquer davantage les leaders social-démocrates.

La camarade Fischer a dit également que le Parti a laissé passer, lors de la crise Rathenau, une occasion favorable de rompre les négociations. C'est là encore une preuve du manque d'assurance des éléments de Gauche. A ce moment-là, nous n'avions aucune raison de rompre les négociations. Nous avions plutôt intérêt à obliger les social-démocrates à rompre, s'ils n'étaient pas décidés à exiger l'exécution des revendications posées. La camarade Fischer a dit qu'il existe dans le Parti des conceptions du front unique qui tendent à une fusion organique avec les social-démocrates. Je ne nie pas que de telles conceptions puissent exister dans les têtes de quelques-uns de nos camarades. Mais ce qui importe, c'est de savoir si le Parti comme tel les partage. Or, non seulement il ne les partage pas, mais il les combat. Au cours du mouvement des Conseils de fabriques, comme dans toutes les actions précédentes et comme ce sera souvent encore le cas, nous avons vu un certain nombre de membres des Conseils de fabriques et de fonctionnaires syndicaux saboter la politique du Parti, par crainte que notre tactique provoque une scission des syndicats de la part de leaders d'Amsterdam. Nous avons chassé ces éléments de notre Parti. Il est donc impossible de dire que le Parti, comme tel, partage l'opinion de ceux qui ont une conception opportuniste du front unique.

Il existe encore une autre conception du front unique : c'est la conception mécanique. Chaque fois qu'au cours d'une action commune avec les social-démocrates nous sommes trahis par eux, il se trouve toujours d'excellents camarades pour déclarer que ces négociations avec les social-démocrates doivent être les dernières. A partir d'aujourd'hui, disent-ils, nous ferons le front unique par en bas. A cette conception mécanique du front unique, nous avons toujours opposé ceci : oui, si vous pouvez faire par votre activité que, dans deux mois d'ici, nous n'ayons plus besoin de négocier avec les social-démocrates parce qu'ils n'auront plus de masses derrière eux, alors nous ne négocierons plus. Mais, tant que ces leaders social-démocrates auront des masses derrière eux, nous serons obligés de négocier avec eux. Dans le mouvement des Conseils de fabriques, nous avons em-

ployé cette méthode avec succès et en même temps organisé le front unique parmi les masses.

Une autre question, importante également pour les camarades des autres pays, c'est la question du Gouvernement ouvrier. Une question qui, chez nos camarades français, par exemple, a provoqué de fausses interprétations, c'est celle du soutien du Gouvernement socialiste et du Gouvernement ouvrier dans divers Etats d'Allemagne. Or, tout d'abord, nous n'avons jamais considéré le Gouvernement ouvrier comme le résultat d'un jeu parlementaire, mais bien comme la conséquence du mouvement des masses elles-mêmes. Nous n'avons pas propagé l'idée du Gouvernement ouvrier avec trop de précipitation, et nous ne l'avons pas traitée d'une façon intempestive, puisque la situation n'était pas encore mûre.

Ce qui distingue maintenant le Gouvernement socialiste du Gouvernement ouvrier, c'est ceci : un Gouvernement ouvrier dans un Etat isolé d'Allemagne devrait être une sentinelle avancée dans la campagne de la classe allemande tout entière en faveur du Gouvernement ouvrier de toute l'Allemagne. C'est-à-dire qu'il devrait entreprendre la lutte contre le gouvernement actuel et la bourgeoisie. Mais les Gouvernements socialistes actuels se sont conformés à la théorie de Kautsky, selon laquelle on doit constituer un Gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, ou, si l'on crée un Gouvernement socialiste, on doit considérer les intérêts de la bourgeoisie avant ceux de la classe ouvrière. Soutenir ou non des gouvernements, c'est une question de tactique qui dépend de la façon dont nous avons réussi à convaincre les masses ouvrières, dans les Etats d'Allemagne où existent de tels gouvernements, de l'inefficacité et du danger que présente cette politique des Gouvernements socialistes. Nous ne nous faisons aucune illusion en ce qui concerne la question du Gouvernement ouvrier. Les dangers que craignent les camarades qui voient les choses du dehors n'existent pas.

Radek (*accueilli par des applaudissements*). -- Camarades, quand l'Exécutif fait son rapport, nous tremblons tous devant les orages qui le menacent de la Droite et de la Gauche. La Droite, dans la mesure où il y en a une, n'a pas encore parlé. Varga a essayé de nous prouver d'une manière aimable qu'il n'appartient pas à la Droite. Nous le croyons sur parole. C'est ce qui m'oblige à m'occuper en premier lieu des assaillants de la Gauche et à polémiquer avec eux, quoique, d'après moi, dans la situation où se trouve actuellement le prolétariat, le danger ne vienne pas de la Gauche, mais de la Droite. (*Très bien.*)

Le danger de Droite consiste surtout en ceci qu'il est très difficile de faire une politique communiste à une époque où les masses ne sont pas dans une période d'offensive. Dans une période révolutionnaire, chaque ouvrier sent instinctivement la nécessité de l'action révolutionnaire, et le Parti est alors plutôt une force régulatrice qu'une force motrice. Dans une période de préparation entre deux vagues révolutionnaires, comme celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement, le communisme signifie tout d'abord un pénible travail de préparation intellectuelle, et, à considérer la jeunesse de nos Partis Communistes et leur passé social-démocrate, il apparaît comme bien difficile de réunir en eux ces deux caractères ; être un Parti de masses et être un Parti Communiste. Quand nous considérons le Parti Communiste français et le Parti norvégien, les deux Partis les plus typiques de l'aile droite de l'Internationale, nous constatons que leur cas constituera la partie la plus difficile des travaux du Congrès. Si je

m'occupe maintenant uniquement des deux camarades de Gauche qui ont parlé ici, ce n'est pas parce que je juge le danger d'un glissement à gauche plus grave que celui d'un à droite, mais uniquement parce que personne n'a encore parlé de la part de la Droite.

Je commence par le camarade Weithauer, de l'opposition tchéco-slovaque. Disons tout d'abord que son discours se distingue beaucoup de celui de la camarade Fischer. La camarade Fischer a parlé des fautes de son Parti. Les critiques qu'elle a apportées sont justes ou injustes, mais aucun de ceux qui l'ont entendue n'ont eu l'impression qu'elle n'appartient pas au Parti. Chacun, au contraire, a senti là un membre du Parti Communiste et non des plus mauvais.

Le discours du camarade Weithauer a fait une tout autre impression. Camarades, nous savons à peu près ce qu'est l'opposition tchéco-slovaque, quoiqu'il soit très difficile d'en apercevoir la plateforme théorique. Lorsque Neurath a essayé de la dégager, mon ami Boukharine, qui n'appartient nullement à la Droite, a pensé perdre connaissance, à tel point que nous voulions le prendre par le bras et l'emmener hors de la salle. (Rires.) Mais on aurait tort de se contenter de hausser les épaules. L'opposition tchéco-slovaque mérite d'être traitée sérieusement, non seulement parce qu'elle contient des éléments comme le camarade Sturc, mais aussi parce qu'elle représente un danger. Il y a en Tchéco-Slovaquie 600.000 chômeurs, et quand, dans une telle situation, un courant apparaît qui affirme que nous sommes en face d'une lutte pour la prise du pouvoir, il ne faut pas seulement demander si cette tendance formule des idées claires ou non, il faut constater qu'une fraction du Parti est mécontente de la politique suivie par sa direction. Elle la trouve trop peu combative, et si cette fraction est petite, il y a parmi les 600.000 chômeurs suffisamment de matériel pour déterminer une tactique qui poussera le Parti dans des combats prématurés. Pour cette raison, nous devons traiter les choses sérieusement. Il faut dire que l'opposition ne nous a pas facilité la tâche. Quand le camarade Weithauer parle au nom de l'opposition tchéco-slovaque, qui selon lui exprime la méfiance des masses prolétariennes, quand le camarade Weithauer, que nous connaissons depuis deux ans seulement dans le mouvement ouvrier, vient nous dire : « Smeral et la majorité du Comité central du Parti conspirent avec la bourgeoisie », Massaryk et la bourgeoisie disent au Parti Communiste : « Donnez-nous la tête de Weithauer et nous ferons ensuite une coalition » ; quand il vient nous dire qu'à Kladno, où milite le camarade Muna, qui a fait son devoir de révolutionnaire lorsque la chose était plus difficile qu'à l'époque où le camarade Weithauer est venu à nous, le Parti de ce même Muna a fait œuvre de briseur de grève, lorsqu'il nous dit : « Choisissez entre moi et ces traîtres », et qu'il dit ensuite : « Si cela est de l'anarchisme, eh bien ! nous resterons des anarchistes », alors nous répondrons : « Camarade Weithauer, soyez un peu plus modeste ». Nous discuterons avec l'opposition, mais nous lui dirons tout d'abord : « Si vous êtes une opposition prolétarienne, faites-vous représenter par des gens qui, s'ils ne sont pas des prolétaires, aient du moins le sentiment de leur responsabilité pour le sort d'un Parti prolétarien ».

Mais entrons dans le sujet. Qu'a fait ici le camarade Weithauer ? Il nous a dit quels étaient les rêves de Smeral. Il paraît que Smeral veut devenir ministre. C'est là une méthode qui répond

bien au passé anarchiste de Weithauer. Il n'a pas dit : « Tel ou tel jour, Smeral a affirmé telle ou telle chose sur la foi de quoi nous prétendons qu'il veut devenir ministre ». Il s'est borné à énoncer quels étaient les rêves de Smeral. Cela a sa raison. Le camarade Weithauer s'occupait autrefois de l'étude scientifique du rêve et il transporte ses méthodes dans l'Internationale Communiste. (Rires.) Nous demandons ce qu'a à faire l'Exécutif de ces explications de rêves. Il ne peut que les mettre dans une clé des songes.

Le Comité de l'Exécutif de l'Internationale Communiste s'appuie sur les faits suivants :

1^o Jusqu'au mois de mars de cette année, l'opposition avait la majorité au Comité directeur tchéco-slovaque ;

2^o Au mois de juin de cette année eut lieu la session de l'Exécutif Elargi, dans laquelle nous nous sommes occupés en détail des affaires tchéco-slovaques.

Après de longs débats, le camarade Ileak signa une résolution déclarant qu'il n'existait pas de divergence de principe au sein du Parti. Cela se passait au mois de juillet. Or, en septembre, le Parti courait un grave danger parce que Smeral se vendait à la bourgeoisie dans le songe du camarade Weithauer et que les camarades de l'Exécutif sont des gens frivoles ne croyant pas aux rêves.

Le camarade Weithauer nous menace de déclarer notre Internationale une singulière Internationale. Nous connaissons déjà cette menace. Au 2^e Congrès parlèrent les représentants du K.A.P.D., et je vous souhaite de lire maintenant le dernier article de Gorter. Après la scission du K.A.P.D., Gorter déclara que les grèves étaient des actes contre-révolutionnaires, que tout glissait vers la Droite et que le devoir des communistes était de dire : « Il n'y a que la Révolution qui puisse nous sauver ». Si Weithauer se place aux côtés de Gorter et que tous deux ensemble menacent de nous déclarer une « singulière Internationale », nous saurons supporter ce destin avec le courage qui nous caractérise, nous autres communistes, même si nous devons courir le danger d'en voir un troisième s'ajouter à Weithauer et Gorter. Si l'on devait s'occuper sérieusement du discours du camarade Weithauer, on devrait lui parler de telle sorte qu'il n'ose pas une deuxième fois parler d'une telle manière devant un Congrès où assistent les représentants de 52 Partis Communistes. Il est impossible de traiter la question tchéco-slovaque dans cette période de débats. Elle sera examinée très soigneusement dans la commission et nous étudierons avec attention ce qu'il y a de juste dans les critiques de Weithauer. Car, dans la période actuelle, où le danger vient de Droite, quand quelque ouvrier honnête nous envoie des avertissements, nous n'avons pas le droit de nous taire ou de tourner la chose en plaisanterie. L'Exécutif doit s'en tenir à ce qu'il a déjà dit du Parti tchéco-slovaque, à savoir qu'en gros, la politique de ce Parti est juste. C'est pourquoi nous avons dit aux camarades de l'opposition : « Vous avez eu tort, mais comme nous ne devons pas exclure à la légère des ouvriers, même quand ils font des critiques incompréhensibles, nous voulons encore une fois essayer de discuter avec eux. C'est pourquoi nous avons suspendu la décision du Parti tchéco-slovaque. Le camarade Neurath a dit : « Vous avez porté atteinte à l'autorité du Comité Central du Parti tchéco-slovaque : il faut espérer que cette autorité sortira au contraire renforcée des débats du Congrès s'il est prouvé par la commission que la Centrale a tout fait pour

faire du Parti Communiste tchéco-slovaque un bon Parti capable de bien mener la lutte. Personne ne peut prétendre qu'il le soit déjà. D'après Weithauer, Zinoviev aurait déclaré : « Voyez le camarade Smeral, prenez-le pour exemple ; c'est sous son drapeau que vous vaincrez ». Je ne sais pas quand Zinoviev a dit cela. J'estime Smeral beaucoup plus haut que beaucoup de camarades de Gauche. Je suis persuadé de sa bonne volonté d'appliquer les décisions du Congrès, et je n'ai pas vis-à-vis de lui la méfiance dont beaucoup de camarades font preuve, quoique je l'aie combattu très vivement. Mais je sais qu'il n'existe nulle part du Parti Communiste modèle, pour la simple raison que, pour faire un garçon exemplaire, il faut d'abord le battre pendant des années. (Rires.) La chose est prouvée non seulement par l'expérience de la Révolution russe, mais aussi par celle des pays de l'Ouest. On ne peut pas faire de Parti Communiste modèle avec le seul exemple de notre Révolution. Ce Parti doit se créer au feu de la guerre civile : la Tchéco-Slovaquie n'a pas encore passé par là.

J'arrive maintenant au discours de la camarade Fischer. La camarade Fischer nous a montré toute une série d'erreurs commises au cours de l'action de Rathenau, erreurs que nous avons également jugées telles ici, à Moscou, dès le premier moment, lorsque nous reçûmes des nouvelles détaillées sur les événements. Quand des camarades nous disent : dans une action qui doit être une action de masses, n'ayons aucun secret devant les masses, ne nous laissons, sous aucun prétexte, imposer par les social-démocrates la condition de ne pas avertir nos camarades des négociations menées ; quand ces camarades disent : la presse communiste doit donner sur tous les événements son point de vue communiste et ne pas courir après le corps de Rathenau en criant : République ! République !... nous souhaitons que ce ne soit pas là la voix de l'opposition, mais aussi celle du Parti tout entier. (Très bien.)

Que le Parti allemand ait commis des erreurs au début de l'action de Rathenau, ceux-ci seuls peuvent le nier, qui sont les avocats jurés de tous les Comités Centraux. En recevant ici la « Rote Fahne », Zinoviev s'écria plus d'une fois : « Que le diable les emporte ! que nous importe la République ? que nous importe Rathenau ? il n'y a pas là-dedans un seul mot de juste ». Et c'était notre impression à tous. Par peur de l'isolement, notre Parti s'est trop accroché aux social-démocrates. Si à cela la critique de la camarade Fischer se réduisait, elle aurait complètement raison. Mais sa critique contient encore autre chose. La camarade Fischer disait entre autres qu'elle n'était pas en principe contre les négociations avec les social-démocrates, mais qu'elle n'était pas non plus en principe pour ces négociations. Très bien, mais votre critique du Parti après l'action n'a pas consisté seulement en cela. Vous n'avez pas fait que dire : « vous avez trop le souci de votre vertu ». (Très bien.)

La camarade Fischer disait : Nous avons eu la grève des cheminots, une merveilleuse action, sans négociations avec les social-démocrates. Au cours de la seconde action, il y avait avec nous les social-démocrates et cela a mal été. (Interruption.) Et le Congrès des Conseils de fabrique ! — J'y arrive.

Comment s'est passée la chose ? Quand nous sommes obligés de négocier avec les social-démocrates, l'opposition, la camarade Ruth Fischer en tête, devient extraordinairement nerveuse. Je l'ai éprouvé au cours des conférences des trois Inter-

nationales. Chaque jour qui passait sans avoir apporté la rupture paraissait à la camarade Fischer et à l'opposition une journée de perdue. Et lorsque les négociations commencèrent au commencement de l'action de Rathenau, l'opposition proposait tous les jours à la Centrale : l'ultimatum ou la rupture. Pourquoi ? Il y a quelques chose de purement mécanique dans la conception des camarades de Gauche. Mais notre tactique du front unique ne se modèle pas sur un schéma déterminé. Nous savons que nous sommes les plus faibles. On essaiera de nous opposer les plus grands obstacles pour nous empêcher de toucher les masses, les social-démocrates essaient de nous isoler des ouvriers. Lorsque la pression des masses devient trop grande, ils sont obligés de traiter avec nous, nous ne devons rompre qu'au moment où nous les avons déjà obligés à mettre en mouvement les plus larges masses possibles ou lorsque tout le monde a compris qu'ils ne veulent pas d'action. Rompre trop tôt ou refuser de nous asseoir avec eux, même une heure ou une demi-heure, c'est signe qu'on se croit plus faible qu'on ne l'est en réalité. Si le Parti dès le premier jour avait pris une position nette dans la presse, s'il avait dit aux masses dès le premier jour : oui, nous traitons avec les social-démocrates, mais si vous ne bougez pas vous serez trahis par eux, alors nous aurions dû négocier tranquillement jusqu'au moment où cette trahison aurait été clairement établie. Mais au lieu de demander au Parti de prendre une position nette devant les masses, vous le prenez par la main et l'empêchez de négocier. Cette nervosité ne peut que nous faire du mal.

En gros, la situation est la suivante : nous entrons en pourparlers avec les social-démocrates, avec la conviction qu'ils nous tromperont cette fois encore et même la fois prochaine. Pour ne pas avoir l'air d'être trompés, nous devons prévenir d'avance les masses. Mais nous ne devons rompre que quand nous sommes capables de faire tout seuls ce que les social-démocrates ne veulent pas faire avec nous.

Lorsqu'ici à l'Exécutif nous nous entretenions entre nous de la crise Rathenau, je demandais toujours : notre Parti peut-il risquer de mener tout seul la lutte contre les monarchistes ? Si notre Parti était entré seul dans la lutte, j'affirme que ç'eût été une plus grande faute que toutes celles qui ont été commises (très bien), car l'expérience du putsch de Kapp nous a appris que la social-démocratie n'attend que l'occasion de se précipiter sur nous côte-à-côte avec les monarchistes. Que le Parti ait su éviter cela, cela n'est pas une faute, mais un grand mérite.

Nous disons en même temps au Parti : Dans des situations de ce genre ne vous mettez pas en tête d'avance que nous serons toujours faibles. (Très bien.) Dans des actions de ce genre, nous pouvons être tellement renforcés par l'état d'esprit des masses que nous puissions entreprendre tout de suite l'assaut, et tout l'art de la critique est alors de marcher avec prudence et de ne pas rompre trop tôt, mais d'être prêt à cette rupture et d'y préparer les masses par la ligne générale de notre agitation politique et par notre façon de traiter toute l'affaire.

Mais il faut cependant dire, et Zinoviev l'a dit il y a un an dans ses thèses sur la tactique du front unique, que cette tactique nous expose à de grands dangers. Ces dangers sont les suivants : nous sommes dans une période de transition entre deux vagues révolutionnaires. Les masses ont le sentiment qu'il est impossible de faire autre chose que ce que font les autres. Elles n'ont pas le sen-

timent de la possibilité d'une action révolutionnaire. Dans le Parti apparaît très facilement cette opinion que nous autres communistes ne pouvons pas nous montrer tout seuls et que nous ne pouvons aller nous promener Unter den Linden que bras dessus bras dessous avec Scheidemann. Devant un tel état d'esprit le Parti ne fait que trop facilement la politique des social-démocrates. Ce danger existe, et quand on entreprend une action, on doit non seulement avoir conscience qu'on court le danger de recevoir des coups quand on va seul dans la rue, mais aussi redouter que le Parti Communiste ne disparaisse dans la masse et ne se mêle aux social-démocrates.

En ce qui concerne le gouvernement ouvrier je veux souligner un mot heureux dans le discours de la camarade Ruth Fischer. Elle a dit que le danger existe, que le communisme se coiffe à l'occidentale. Je veux dire quelques mots de ce danger. Si Zinoviev a déclaré au Comité Exécutif élargi que le gouvernement ouvrier était pour nous pseudonyme de la dictature du prolétariat — la citation est du camarade Meyer, je ne sais si elle est textuelle — cette définition, qui selon moi n'est pas juste, vient du même souci que la camarade Fischer a caractérisé par l'expression de « coiffure à l'occidentale ». Chez beaucoup de camarades, l'idée du gouvernement ouvrier est une espèce de mot oreiller. Ils disent : la dictature, le diable seul sait quand elle viendra ; en tout cas, comme il est très difficile de mener l'agitation avec le mot d'ordre de la dictature, disons alors « gouvernement ouvrier », cela a l'air plus innocent. Personne ne sait ce que c'est. Ce doit être sans doute quelque chose. En tout cas, cela ne paraît pas aussi dangereux.

Nous devons, par notre agitation, éloigner ce danger. Le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat, c'est clair. C'est une transition possible vers la dictature du prolétariat. Cette position transitoire consiste en ce que les masses ouvrières d'Occident ne sont pas politiquement amorphes comme l'étaient celles de l'Est. Elles sont organisées en Partis et elles dépendent de ces Partis. A l'Est, en Russie, lorsqu'éclata la révolution, il nous a été plus facile d'amener ces masses dans le camp du communisme. Chez vous, c'est beaucoup plus difficile. Les ouvriers allemands, norvégiens, tchécoslovaques, se prononceraient beaucoup plus facilement : pas de coalition avec la bourgeoisie, bien plutôt une coalition des Partis ouvriers qui nous assurera la journée de huit heures, nous donnera un morceau de pain de plus, etc., etc. Alors apparaîtra un gouvernement ouvrier, soit au cours de la lutte, soit appuyé sur une combinaison parlementaire. Ce serait une bêtise d'exclure la possibilité d'une telle situation.

La question se pose maintenant de la façon suivante. On dira : reposons-nous sur ce gouvernement ouvrier et obligeons les masses à entrer dans la lutte pour exécuter le programme du gouvernement ouvrier. Si nous considérons celui-ci comme un lit de repos, le gouvernement ouvrier est condamné à une faillite politique certaine : le résultat c'est que nous apparaitrons à côté des social-démocrates, comme une nouvelle espèce de trompeurs. Si nous entretenons les masses dans cette idée que le gouvernement ouvrier n'est qu'une ordure, s'il y a derrière des ouvriers en armes organisés en Conseils de fabrique qui poussent ce gouvernement en avant et lui interdisent de conclure des compromis avec la Droite, alors le gouvernement ouvrier sera le point de départ de la lutte pour la dictature du prolétariat. Il fera place

à un gouvernement des soviets et, loin d'être un lit de repos, il marquera le début de la lutte pour le pouvoir par les moyens révolutionnaires. Un camarade a dit je crois que le gouvernement ouvrier n'est pas une nécessité, mais une possibilité historique. Selon moi, la formule est juste. Il serait faux de dire que l'évolution de l'homme, du singe au commissaire du peuple, doit passer obligatoirement par la phase de ministre du gouvernement ouvrier. (*Rires.*) Mais cette variante est possible et elle est surtout possible dans un certain nombre de pays où il existe des mouvements agraires à côté de forts mouvements ouvriers. En Angleterre, une victoire parlementaire du Labour Party est parfaitement possible. Elle ne résultera pas des élections actuelles, mais elle est possible un jour et alors se posera la question : Qu'est-ce que ce gouvernement ouvrier ? Une nouvelle édition du gouvernement libéral-bourgeois et rien de plus, ou bien pouvons-nous l'obliger à être davantage ? Je crois que Chamberlain a raison quand il dit : si le gouvernement ouvrier vient au pouvoir en Angleterre, il commencera avec Clynes et finira avec les Gauches, car il aura à résoudre la question du chômage.

Par conséquent, camarades, je crois que, dans cette question, l'Exécutif avait raison en s'opposant d'une part à l'intransigeance de ceux qui disent : ou le gouvernement soviétiste ou rien du tout, et d'autre part contre ceux qui veulent faire du gouvernement ouvrier un parachute.

Camarades, la question que nous déciderons dans les points suivants de l'ordre du jour consistera seulement dans la préparation détaillée de notre plan de bataille. Ce plan de bataille est donné par l'application du front unique tel qu'il a déjà été décidé par l'Exécutif élargi. C'est le chemin que nous avons à suivre. Je crois que les expériences que nous avons faites au cours de l'année écoulée convaincraient même un aveugle que nous n'avons pas d'autre issue. Ou bien cette voie, ou bien celle de Gorter, qui se promène solitaire sous les étoiles et prononce le mot de révolution. La tactique du front unique est plus difficile que celle que nous avons appliquée en 1919 lorsque nous disions : renversez tout ! Il est plus facile et plus agréable de renverser. Mais quand on n'a pas la force nécessaire pour cela et que l'on ne peut pas faire autrement que de s'engager dans cette voie, il faut le faire avec l'assurance que les dangers qui nous y menacent sont des dangers qui viennent de la droite et que ce n'est pas à nous, mais à la social-démocratie que nuit cette tactique. Sans cela, la 2^{me} Internationale n'essayerait pas d'une façon si hystérique de rompre les ponts. Si nous n'avons rien fait pour cela, ce n'est pas parce que nous voulions fusionner avec les Scheidemaniens, mais parce que nous sommes convaincus que notre embrassement les étouffera. (*Vifs applaudissements.*)

KOLAROV. — L'orateur suivant est le camarade Duret, représentant la tendance opposée à la tactique du front unique dans le Parti Communiste français.

Ce camarade nous prie de lui accorder un temps de parole plus prolongé pour avoir la possibilité de développer son point de vue. Le Presidium ne s'y oppose pas. Pas d'objection ? Adopté.

Le Presidium accorde trois quarts d'heure.

DURET. — Camarades, je parle ici au nom de la tendance qu'on appelle l'opposition française à la tactique du front unique.

J'ai demandé un temps plus long parce que j'estime qu'en général, dans l'Internationale, on n'est pas suffisamment édifié, éclairé, sur ce que nous sommes en réalité.

C'est un fait incontestable qu'au moment où la tactique du front unique est venue à l'ordre du jour, l'immense majorité du Parti Communiste français qui ne connaissaient pas tout d'abord moi, il est incontestable que cette protestation, ce refus étaient un mouvement sain de la part du prolétariat français.

Il ne faut pas oublier en effet que la France est, par excellence, le pays des trahisons socialistes, c'est le pays de Briand, de Millerand, c'est le pays de l'électoratisme. C'est pourquoi ce mouvement, ce refus, cette révolte, de la part des ouvriers français qui ne connaissaient pas tout d'abord toute la tactique du front unique et n'y voyaient qu'un accord avec les réformistes que l'on venait de quitter, sont autant de symptômes heureux qui ont marqué dans le prolétariat français un désir d'action révolutionnaire.

Mais les différentes idéologies qui sont venues se greffer sur ce mouvement sain du prolétariat français n'ont pas toujours possédé le même caractère. Vous savez que la tendance du centre qui, à l'heure actuelle, s'est ralliée à la tactique du front unique et possède la plus grosse fraction dans le Parti, était à ce moment-là tout entière contre le front unique ; mais la façon dont elle lutait et les raisons qu'elle donnait n'étaient pas d'ordre révolutionnaire, mais purement opportunistes. Ce que faisait le Parti, disait-on, était satisfaisant, et il n'était pas besoin de changer ses méthodes pour modifier la situation existante.

Le groupe auquel j'appartiens et qui était très faible alors avait une position différente.

Il était aussi contre la tactique du front unique, mais pour des raisons diamétralement opposées à celles du centre. Tandis que le centre disait : Nous sommes opposés au front unique parce que nous sommes un bon Parti Communiste, nous disions : Nous sommes opposés au front unique parce qu'en France il n'y a pas de Parti Communiste à proprement parler ; il est communiste en apparence, mais réformiste au fond.

Quelles sont les raisons de notre attitude ? Si le centre était contre la tactique du front unique, c'était parce qu'il était en même temps contre le principe de la lutte quotidienne pour les revendications immédiates de la classe ouvrière. Dans un article de Soutif, dans l'*Internationale* de février, intitulé « Arguments sans valeur », où il parlait des arguments donnés par l'Exécutif à ce sujet, on lisait : « Pourquoi devons-nous lutter pour des revendications immédiates, pour des réformes ? Nous savons que la bourgeoisie ne nous accordera rien par bonté d'âme, mais seulement ce que nous saurons lui arracher. Si nous avons assez de force pour obtenir des réformes de la bourgeoisie, nous en aurons assez pour conquérir le pouvoir et instituer la dictature du prolétariat. »

Ces paroles émanent d'un membre très représentatif du centre et de la majorité du Parti.

C'est alors que nous nous sommes opposés à cette attitude.

Nous l'avons fait dans des thèses publiées par le *Bulletin Communiste* et dans un article que j'ai écrit en réponse à celui du camarade Soutif.

Nous estimons que la tâche du Parti français est de gagner aux idées communistes la majorité de la classe ouvrière et que la lutte quotidienne pour les revendications immédiates est pour lui une nécessité.

Nous avons dit dans notre thèse que, tout en combattant la tactique du front unique, nous démasquerions ceux qui, sous prétexte de la combattre, obéissent seulement à la politique du moindre effort, ceux qui voulaient par un verbia-

ge révolutionnaire se refaire une virginité révolutionnaire.

Pour bien expliquer notre attitude sur la question du front unique et la façon dont nous envisageons cette question en France, je suis obligé de faire l'analyse du front unique lui-même et je dois rappeler ici le discours prononcé par Zinoviev à la première réunion de l'Exécutif élargi.

Quelles étaient les raisons fondamentales qui poussaient le Parti Communiste à lancer le mot d'ordre du front unique ?

Zinoviev a dit : « Il y a eu une certaine période de dépression révolutionnaire à travers l'Europe. Les masses, après la guerre, se sont trouvées dans un état de lassitude. Elles n'ont pas marché derrière la bannière communiste quand le Parti a lancé le mot d'ordre de la prise du pouvoir. Elles avaient seulement le souci d'assurer leur pain quotidien. Aussi elles sont tombées sous l'influence des organisations réformistes. Il y a eu ainsi des conditions objectivement favorables au développement des idées réformistes.

Mais avec l'offensive capitaliste les larges masses entrent dans l'arène avec le mot d'ordre de la lutte pour les revendications quotidiennes et celui de l'utilité dans cette lutte.

Ce mot d'ordre peut se présenter sous deux aspects différents :

« Un aspect réactionnaire — dangereux pour le Parti Communiste.

« Un aspect révolutionnaire — dont doit profiter le mouvement communiste. »

L'aspect dangereux dont parle Zinoviev, c'est la tentative de faire un grand Parti prolétarien unique de tous les Partis déjà existant.

L'aspect révolutionnaire, c'est le groupement pour une action de tous les éléments de toutes les organisations du prolétariat. Cette tentative révolutionnaire qui consiste à opposer la grande majorité de la classe ouvrière aux forces du capitalisme doit être préconisée par les communistes. Ils doivent démontrer qu'ils ne sont pas responsables de la scission et que toute la responsabilité incombe aux réformistes.

« De plus, dit Zinoviev, la masse a peur des aventures périlleuses dans lesquelles peut l'entraîner le Parti Communiste. C'est pourquoi, lorsqu'il lance le mot d'ordre, la masse hésite à s'y conformer. »

Il faut, en faisant le front unique, en se mettant à la tête du mouvement, démontrer à la masse que le Parti Communiste n'est pas un parti d'aventures et, par cette démonstration, l'entraîner dans la lutte. »

Je crois avoir reproduit, plus ou moins fidèlement, les thèses de Zinoviev.

Je voudrais examiner de quelle façon particulière cette analyse de la situation s'applique à la France et, pour rendre mon exposé plus net, je voudrais vous développer la situation française en la mettant en opposition avec la situation allemande à laquelle, je crois, le camarade Zinoviev s'est souvent rapporté.

Quelles sont les différences entre ces deux situations ?

Tandis qu'en Allemagne, la grande majorité du prolétariat est organisée soit politiquement, soit économiquement, en France, la grande majorité du prolétariat est inorganisée.

De sorte qu'en Allemagne, si l'on peut dire que les masses se trouvent sous l'influence ou rattachent à des organisations réformistes, en France, elles ne sont sous aucune influence et elles ont une grande méfiance pour toutes les organisations politiques sans distinction d'étiquettes.

C'est pourquoi nous estimons que le problème du front unique revêt un autre aspect en France qu'en Allemagne.

En France, il n'existe pas de véritable parti de masses. De plus, dans le développement historique du mouvement français, on n'a jamais rencontré de grands partis politiques de masses; mais plutôt des groupements d'idées; c'était des groupes de militants qui se concentraient autour d'une idée, autour d'un drapeau.

Aussi voyons-nous en France une poussée vers l'unité et Zinoviev avait raison de dire qu'avec le développement de l'offensive capitaliste, il y aurait une poussée vers l'unité. Mais, en France, ce désir d'unité se manifeste sur le terrain syndical et non sur le terrain politique comme la représentation de certaines de ses fractions, mais comme une sorte de vaste organisation électorale ayant seulement des buts électoraux; c'est pourquoi on ne trouve pas au sein de la masse française une tendance à grouper les organisations politiques.

Nous avons estimé avec nos amis que si, en France, il y a une poussée vers l'unité, une tentative pour constituer en face de la bourgeoisie un bloc de la classe ouvrière, ce ne sera pas un bloc entre des organisations politiques qui ne constituent qu'une minorité infime de la classe ouvrière.

Si le front unique se réalise en France, ce sera sous forme de comités d'usines ou conseils ouvriers ou d'organisations analogues et qui grouperont la grande majorité du prolétariat, et où s'effectuera la concentration des forces ouvrières contre le capital.

Si en France, la masse a une méfiance justifiée envers le Parti Communiste, c'est parce que le Parti Communiste n'a jamais rien fait au point de vue de l'action des masses et n'a jamais démontré qu'il était à l'avant-garde du prolétariat.

Comme l'a fait remarquer Zinoviev, la situation était telle qu'il y avait des possibilités d'action. En France, ceux qui ont défendu le front unique ont fait erreur en disant qu'il n'y avait pas de possibilités d'action révolutionnaire.

Lorsque, dans un pays, se dessine l'offensive patronale contre toutes les revendications ouvrières, le Parti Communiste a un grand rôle à jouer en unissant les forces prolétariennes contre le pouvoir de la bourgeoisie et peut facilement transformer toutes les actions spontanées et séparées en un grand mouvement méthodique.

On peut concevoir la tactique du front unique de deux façons différentes :

1° Dans le fait d'envoyer à une organisation réformiste une sorte d'invitation. Nous voulons engager telle ou telle action et nous préconisons des moyens déterminés de lutte : action de masses, grèves, etc... Voulez-vous vous joindre à nous ?

C'est la tactique commencée bien avant la création du front unique, c'est la tactique de la lettre ouverte, souvent employée en Allemagne.

2° Dans le fait de s'adresser aux organisations réformistes, mais sans rester intransigeants sur les mots d'ordre et les formes d'action.

On propose de faire appel avec des mots d'ordre pondérés; on propose d'employer des méthodes d'action qui ne sont pas, à vrai dire, habituellement employées par un Parti Communiste. Mais au cours de l'action on essaie de démontrer que ce mot d'ordre n'est pas suffisamment révolutionnaire et par là même on essaie de transformer l'action engagée. On essaie de transformer l'action réformiste pacifique en action révolutionnaire.

Je dois dire que ce deuxième moyen peut être employé par des Partis Communistes forts, conscients, organisés, mais non par des Partis qui n'ont de communiste que le nom.

C'est pourquoi nous avons combattu cette deuxième interprétation du front unique.

Il est arrivé qu'en Allemagne même, des déviations fâcheuses se soient produites; je demande à la délégation française ce qui se serait produit si la même tactique avait été adoptée avec un Parti comme le nôtre, incapable d'une action révolutionnaire et qui se traîne à la remorque des organisations capables de lancer un mot d'ordre et d'engager une action.

Si nous voulons effectuer un travail quotidien parmi la masse ouvrière, une lutte quotidienne pour les revendications qui nous reliera étroitement à cette masse, ce n'est pas en nous mettant d'accord avec les organisations dissidentes, avec les organisations socialistes.

Ici j'ouvre une parenthèse. Il faut se rendre compte de l'importance que peut avoir l'action d'un Parti politique du prolétariat organisé sur les larges masses inorganisées.

Dans un pays comme l'Allemagne où la majorité des travailleurs est organisée, lorsque le Parti politique lance un mot d'ordre, il peut entraîner derrière lui les grandes masses du prolétariat. C'est sur ce fait qu'a été basée, l'année dernière, la théorie de l'offensive du Parti Communiste allemand.

Dans la situation actuelle, un mot d'ordre lancé par une organisation n'a pas de répercussion dans la masse lorsqu'il ne correspond pas à une tension révolutionnaire.

Le mouvement de masses en France doit posséder un caractère de mouvement élémentaire et ce mouvement élémentaire ne se produira pas plus facilement s'il y a accord entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, car c'est le Parti Communiste qui seul entreprend la bataille.

Il y a encore un côté de la tactique du front unique que, malgré mes grands efforts, je ne suis pas arrivé à comprendre complètement. Je veux parler du Gouvernement ouvrier.

Le camarade Talheimer a eu, dans le temps, l'obligeance de m'expliquer sur 5 ou 6 pages ce que c'est que le Gouvernement ouvrier. Mais j'ai la tête dure, je n'ai pas compris. Le camarade Radek me l'a de nouveau expliqué d'une façon plus ample, mais je n'ai pas encore compris. On voit que je suis probablement bouché à l'émeri.

Mais je fais un énorme effort pour comprendre et je demande ce que c'est, en vérité, que ce Gouvernement ouvrier. On nous dit que ce n'est pas la dictature du prolétariat et que c'est une chose intermédiaire entre la dictature du prolétariat et l'état actuel des choses.

On nous dit en même temps que le Gouvernement ouvrier ne s'appuie pas sur le Parlement. Je demande alors : sur quoi s'appuie-t-il ? Vous m'expliquerez probablement qu'il s'appuie sur les masses. Mais « les masses », c'est un terme vague et il faudrait savoir ce que c'est. Si on entend l'organisation des masses, si ce sont les Conseils ouvriers, et si on dit que le Gouvernement ouvrier doit s'appuyer sur les Conseils ouvriers et les Comités d'usines, nous sommes complètement d'accord. Mais dans ce cas, le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier veut être tout simplement : tout le pouvoir aux Soviets, tout le pouvoir aux Conseils ouvriers. Je ne vois pas quelle est la différence essentielle dans ce cas entre le Gouvernement ouvrier et la dictature du prolétariat. Si, au contraire, ce Gouvernement ouvrier doit

s'appuyer sur une majorité parlementaire, c'est tout à fait autre chose. Dans ce cas-là, le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier prend un aspect politique absolument différent.

Le camarade Zinoviev nous dit : « le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier n'est pas universel. Il n'est pas pour tous les pays. C'est une possibilité historique ». Je crois qu'il a dit aussi que le Gouvernement ouvrier est lié à l'existence des Conseils ouvriers.

Comment pouvons-nous expliquer le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier Blum-Frossard qui a été lancé en France ? Personne n'ignore que les Conseils ouvriers n'existent pas encore en France et que la plupart de nos militants, nous ne parlons même pas de la masse inorganisée, ignorent même ce que sont ces Conseils ouvriers.

Interruption de Radek. — Grâce au Parti.

DURET. — Evidemment.

Mais vous pouvez nous rendre cette justice que c'est notre groupement qui a lutté le premier en ce sens.

LAURIDAN. — Et la C. G. T. Unitaire.

DURET. — Le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier Blum-Frossard a été traduit par un camarade de gauche, notre camarade Planchon, de la Fédération de la Seine, qui a opposé un amendement à la motion Frossard-Souvarine, amendement où il disait que le mot d'ordre capable de soulever les masses dès maintenant, c'est le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier Blum-Frossard ; et puisqu'il n'y a pas de Conseils ouvriers en France, le Gouvernement Blum-Frossard doit s'appuyer en attendant sur une majorité parlementaire.

Je crois que cette façon de considérer le Gouvernement ouvrier est une déviation au point de vue communiste et révolutionnaire.

On nous a dit que le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier Blum-Frossard ne doit pas être un mot d'ordre concret pouvant être réalisé dès maintenant, mais un mot d'ordre capable d'entraîner dans une vaste action les masses ouvrières françaises. Cela doit être quelque chose dans le genre des anciens mythes sociaux préconisés par Sorel. Cela doit rappeler un peu le mythe social de la « grève générale » préconisé par celui-ci.

La valeur d'un mot d'ordre sur le mouvement politique, sur le mouvement des masses d'un pays donné, doit être jugée par l'influence qu'il exerce sur la politique et la tactique des masses ouvrières.

De quelle façon ? — D'une façon concrète. Si on lançait en France le mot d'ordre d'un Gouvernement ouvrier Blum-Frossard, selon l'interprétation de Planchon, on aboutirait purement et simplement à prêter un nouvel appui, à donner une nouvelle force au parlementarisme. Il n'y a pas de Conseils ouvriers en France. Le Gouvernement ouvrier doit s'appuyer sur une majorité. Il faut faire des pieds et des mains afin qu'il y ait au Parlement une majorité de socialistes, non pas de communistes, mais en général de représentants du peuple.

Nous voyons où cela nous conduit : cela nous conduit à l'électoratisme et vers une recrudescence du parlementarisme. C'est pour cela que nous disons que lancer le mot d'ordre d'un Gouvernement ouvrier Blum-Frossard, dans la situation actuelle du Parti français, serait dangereux et n'aboutirait qu'à redorer le blason des réformistes qui sont encore au sein de notre Parti.

Je parle des réformistes qui sont encore dans notre Parti. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous sommes dressés contre la tactique du front unique.

Le front unique doit être un mot d'ordre pour l'action. Il faut se rendre compte de ce qu'on appelle action, dans le Parti Communiste français, c'est écrire des articles.

Plusieurs voix. — Très bien !

Nous prononçons des discours au Parlement, mais nous conservons les méthodes du vieux Parti Socialiste Unifié d'avant-guerre, sans aucun changement.

Le poids du passé qui pèse encore sur un grand nombre de Partis Communistes de l'Europe Occidentale pèse avec une force d'autant plus grande sur le Parti Communiste français. Evidemment, nous ne voulons pas répudier les élections. Nous ne voulons pas répudier les méthodes de lutte pacifique. Mais toutes ces méthodes de lutte ne peuvent avoir de valeur, d'influence, de force, que si elles doivent donner naissance à des actions de masses. C'est sous l'angle de l'action de masses que nous voulons considérer toutes les formes de lutte du prolétariat. Le but de notre action doit être l'action des masses ouvrières, l'action des couches profondes du prolétariat.

Ceux qui, dans le Parti français, préconisent l'action des masses sont encore une minorité, et nous savons que si l'on préconise la tactique du front unique avec l'interprétation qu'on lui a déjà donnée en France en le considérant comme une tactique électorale, ce sera dirigé avant tout contre les meilleurs éléments révolutionnaires du Parti français.

On nous dira : vous préconisez l'action des masses ; vous voulez, avec ce mot d'ordre, amener les masses prolétariennes à descendre dans la rue, mais vous savez que les réformistes ne marchent pas. Ils veulent bien tenter une action commune avec nous, mais une action pacifique, une action parlementaire, des meetings communs, des répétitions communes. Lorsqu'il s'agit de l'action de masses, ils ne marchent pas.

Donc, si nous préconisons l'action de masses au Parti français, qui n'est pas encore un véritable Parti Communiste, c'est sur lui que retomberait la responsabilité de l'échec de l'action.

Si nous préconisons la tactique du front unique sans garanties, ce serait donner une nouvelle puissance aux éléments réformistes et opportunistes du Parti.

Malheureusement, on doit constater que les éléments réformistes et opportunistes deviennent de plus en plus nombreux dans le Parti et dans l'Internationale.

La décomposition de l'Internationale 2 1/2 a de bons côtés ; mais elle aura aussi de mauvais côtés. L'un de ces mauvais côtés, c'est le grand nombre des militants ayant appartenu à la 2 1/2, qui, voyant son échec, vont passer armes et bagages au Parti Communiste.

Nous voyons déjà que dans cette salle se trouve notre cher camarade Serrati, seulement à titre d'invité ; mais probablement sera-t-il bientôt aussi de la grande famille. Après Serrati, d'autres viendront.

Ils viendront dans le mouvement communiste en apportant à ce mouvement leurs anciens préjugés, leurs anciennes méthodes de lutte, leurs méthodes social-démocrates. C'est pour cela que nous devons bien comprendre que le mal n'est pas à gauche, mais à Droite.

Le camarade Radek l'a déjà dit.

Mais la Gauche bavarde toujours. Le Centre ne dit jamais rien, non plus que la Droite ; cependant, en pratique, ils font toujours leur petit boulot, leur travail opportuniste.

Ce n'est pas parce qu'on a formulé au Congrès de Paris des critiques contre la Gauche que le

rôle essentiel du présent Congrès ne sera pas de préserver contre les déviations qui viendront de la Droite. Le camarade Radek l'a fait judicieusement remarquer.

Lorsque la situation était encore telle qu'on pouvait prévoir des convulsions révolutionnaires, ce qu'on appelait l'inopportuniste de Gauche était une tendance qu'il fallait exécuter.

Mais l'inopportuniste de Gauche, aussi longtemps qu'il ne rappelle pas l'école hollandaise et que par cela même il ne s'éloigne pas complètement des masses, n'est pas dangereux.

C'est, au contraire, l'opportuniste de Droite qui a pourri le Parti social-démocrate allemand. Si, dans un Congrès, on ne se préserve pas contre l'opportuniste de Droite, on accroit la puissance des éléments réformistes qui sont encore dans notre Internationale.

On doit nettement déterminer quel est notre apport dans les revendications quotidiennes de la classe ouvrière.

De quelle façon devons-nous lutter pour ces revendications ? Je crois que l'Internationale doit dire nettement que tout en engageant la lutte pour les revendications quotidiennes, les communistes n'ont pas le droit un seul instant de négliger la critique de la valeur objective de ces réformes. Il faut que, tout en luttant pour une réforme, les communistes démontrent que cette réforme ne peut en rien soulager la classe ouvrière. Il faut qu'ils démontrent que la réforme elle-même peut être reprise par le jeu même du système capitaliste, si l'ordre même de ce système n'est pas ébranlé. Il faut encore que le mouvement communiste ne se cantonne pas dans la lutte pour quelques réformes données, mais lorsque la lutte pour la réforme commence, il faut que le mouvement communiste essaie d'entraîner toutes les couches ouvrières dans le combat.

Il faut qu'il s'efforce de diriger la lutte et de la transformer en lutte contre les bases mêmes de la société actuelle.

C'est pour cela que nous avons estimé que les théories professées en France par Treint, disant que, dans la période actuelle, arracher une réforme à la bourgeoisie et faire la révolution, c'est la même chose ; qu'obtenir une réforme, c'est faire sauter l'édifice bourgeois tout entier, nous avons estimé que ces théories, tant au point de vue pratique que théorique, sont dangereuses pour le mouvement ouvrier.

Le camarade Zinoviev a dit que si j'ai engagé une campagne pour la convocation des Congrès nationaux avant les Congrès internationaux, j'aurais dû en être guéri en voyant le triste spectacle offert par le Parti Communiste français. Je ne suis pas de cet avis, parce que c'est maintenant que le Parti Communiste s'est montré à vous sous son véritable jour. C'est maintenant que vous allez le connaître ; vous pourrez vous rendre compte, sachant ce qu'a été le Congrès de Paris, de ce que vous devez espérer de ce Parti.

La situation est nette. Vous savez de quelle façon on doit s'adresser au Parti français.

Pour moi, le Congrès de Paris n'a pas fait de mal au Communisme français et à l'Internationale.

Comme vous le savez, notre tendance a lutté contre certaines formes de la tactique du front unique.

Néanmoins, au nom de tous mes amis, je déclare ici que nous sommes prêts à respecter et à mettre en vigueur toutes les décisions du 4^e Congrès de l'Internationale. Si le 4^e Congrès de l'Internationale nous ordonne de pratiquer la tactique du front unique, si le 4^e Congrès mondial nous dit

dans quelle forme nous devons la pratiquer, nous le ferons de notre mieux.

Mais nous savons que, dans le Parti Communiste français, il y a encore des éléments qui ont accepté la tactique du front unique simplement parce, que pour eux, la tactique du front unique est un premier pas qui les conduit à la reconstitution de l'unité. Contre ces éléments, nous nous dresserons toujours. Entre ces éléments et nous, ce sera la lutte à mort. Si le Parti français accepte la tactique du front unique, il faut qu'il s'épure et qu'il exclue de son sein tous les éléments réformistes et confusionnistes.

Ce n'est qu'à cette condition qu'il deviendra véritablement un Parti Communiste digne de la 3^e Internationale. (*Applaudissements.*)

BORDIGA. — Le camarade Zinoviev a rappelé — pour les confirmer — certains points fondamentaux établis par le 3^e Congrès, qui sont partagés par le Parti italien.

Le premier concerne l'interprétation de la situation du capitalisme : il y a une crise qui n'est pas passagère, mais qui est la décadence même du capitalisme et une crise qu'on peut dire définitive.

Le deuxième point établit que, pour insérer dans cette situation la victoire révolutionnaire, il est nécessaire que le P. C. étende son influence sur les masses, ce qui se réalise en participant aux luttes pour tous les intérêts concrets de la classe ouvrière.

Les communistes italiens n'ont soutenu ni en théorie, ni en pratique, une méthode putschiste, ni nourri l'illusion de conquérir le pouvoir avec un petit Parti révolutionnaire ; seulement, ils n'acceptent pas la formule de la « majorité de la classe ouvrière », qui est vague et arbitraire. Elle est vague, parce qu'on ne nous dit pas s'il s'agit du seul prolétariat ou aussi de couches semi-prolétariennes, de tous les organismes politiques ou syndicaux.

Cette formule nous semble arbitraire en ce sens que l'attaque révolutionnaire peut fort bien être rendue impossible par le rapport des forces dans une situation où nous possédons la majorité ; comme d'ailleurs on ne saurait exclure que l'attaque soit possible avant d'avoir gagné cette majorité.

Notre opinion sur les tâches de l'Internationale et l'exposé qu'en a fait le camarade Zinoviev est que l'Internationale n'a pas jusqu'ici résolu le grand problème tactique de la façon la plus heureuse. D'ordinaire, on reconnaît la tendance de Gauche à la confiance dans l'avènement prochain de la révolution. Or, je suis un peu plus pessimiste à cet égard que le camarade Zinoviev.

Si une condition objective, indispensable pour la révolution, est l'existence d'une grande crise capitaliste, il faut néanmoins constater que les conditions subjectives de l'existence d'une forte Internationale Communiste et de son influence sur les masses, sont dans un certain sens compromises par l'influence directe de la crise sur les organisations ouvrières économiques, sur les syndicats et les organisations analogues que nous pourrions appeler les organisations primordiales, naturelles, de la classe ouvrière, sur lesquelles agit d'une façon plus immédiate le développement de la situation objective. La manière la plus directe de conquérir les masses, c'est de profiter d'une activité syndicale intense. La crise économique et le chômage rendent cette tâche plus difficile. La solution que les opportunistes donnent à ce problème est qu'il faut attendre un nouvel épanouissement capitaliste pour la libération du prolétariat.

En effet, pour s'en tenir à une solution classi-

que, il faudrait, pendant la période florissante du capitalisme, gagner au Parti révolutionnaire la plus grande influence possible pour pouvoir, lorsque la crise éclate, entraîner les organisations économiques sur le terrain de l'action révolutionnaire. C'est justement ce que les opportunistes ont empêché. Toutefois, l'Internationale Communiste ne cesse de se poser comme tâche la mobilisation révolutionnaire du prolétariat mondial.

Ce problème se pose dans des conditions difficiles, bien que pas insurmontables. A mon avis, malgré l'exception faite à ce moment par certains pays, la situation économique baissera d'une manière générale, apportant le chômage et la raréfaction dans les syndicats.

Le mécontentement grandira non pas seulement dans le prolétariat, mais aussi parmi les classes semi-prolétariennes, par suite du danger de nouvelles guerres. Organiser ce mécontentement chaotique dans une forme capable de lutte révolutionnaire, voilà le formidable problème.

La solution de ce problème est cherchée par l'Internationale dans l'explication des conditions mêmes créées par l'offensive du Capital ; de là vient la tactique du front unique.

Nous acceptons en son entier l'esprit de cette tactique. Les réserves que nous faisons et qui concernent aussi la direction générale de l'Internationale ressortiront de quelques considérations que nous allons faire.

Si la conquête des masses est pour nous un but fondamental, cela ne veut pourtant pas dire qu'on doit forcément la réaliser avec une progression mécanique continue, pas plus qu'à un moment donné on ne doit forcément trouver un expédient pour avancer vers cette conquête à grandes étapes. Il peut se faire qu'on soit forcé de ne pas voir grandir pour un certain temps le Parti, pendant qu'on fait malgré cela un travail qui nous garantit de pouvoir nous emparer des masses à un moment ultérieur. Zinoviev a dit que certaines sections de l'Internationale ont vu grandir leur influence, malgré la diminution de leurs effectifs.

Donc, la conquête des masses ne doit pas être réduite aux oscillations d'un index-statistique. C'est un processus dialectique. Il est déterminé avant tout par l'évolution des conditions objectives sociales et notre initiative tactique ne peut accélérer que dans certaines limites ou, pour mieux dire, dans certaines conditions que nous jugeons préalables. Notre initiative tactique, c'est-à-dire l'habileté du Parti dans la manœuvre, ne porte que sur les reflets qui se produisent dans la psychologie du prolétariat, en employant le terme de psychologie dans le plus large sens, à savoir la conscience, l'état d'âme, la volonté de lutte de la masse ouvrière.

Dans ce domaine, il faut se rappeler qu'il y a deux facteurs jouant un rôle de premier ordre, d'après toute notre expérience révolutionnaire : une clarté idéologique complète dans le Parti, et une continuité sévère et intelligente de sa structure, de son organisation. Nous disons seulement que laisser compromettre ces conditions pour réaliser une amélioration apparente dans les effectifs du Parti ou de ses partisans, c'est un mauvais gain dans la voie de la vraie conquête des masses, qui doit consister à encadrer des couches nouvelles du prolétariat autour d'un Parti capable d'action révolutionnaire : cette capacité exige une préparation qui ne peut jamais être improvisée et qui consiste dans les facteurs mentionnés, c'est-à-dire la clarté et la doctrine et la solidité de l'organisation.

Cela établi, nous suivons parfaitement la ligne de l'Internationale lorsqu'elle se propose, comme on a fait entre le 3^e et le 4^e Congrès (et comme

notre Parti a fait, le premier, avant même le retour de la délégation au 3^e Congrès), de profiter du phénomène mondial de l'offensive patronale pour entraîner derrière le Parti Communiste les fractions de la classe ouvrière qui sont avec les social-démocrates ou sont dispersés. Nous ne réitérons pas ici l'analyse des causes et des caractères de l'offensive bourgeoise, à laquelle la classe dominante est poussée par l'évidence même du fait que la crise est irréparable. Il y a un point spécial de l'ordre du jour traitant du fascisme italien, et là nous pourrions montrer par quelles voies la bourgeoisie sait réaliser l'emploi simultané de ses méthodes de défense contre-révolutionnaire.

L'offensive patronale soulève des revendications politiques et économiques qui intéressent à une façon immédiate la généralité des travailleurs, en fournissant au Parti Communiste une occasion favorable pour soutenir l'unité d'action de la classe ouvrière et pour démontrer par le fait que les autres Partis prolétariens sont impuissants même à défendre les intérêts les plus immédiats du prolétariat : le tout à ce double effet révolutionnaire d'entraîner le plan de reconstitution du capitalisme menacé et d'élargir l'influence du Parti Communiste sur la masse. Nous avons dit que nous concevons des limites dans l'application de cette tactique, limites qui se rattachent à la nécessité de ne pas compromettre les autres facteurs de l'influence du Parti sur la masse, ni la préparation révolutionnaire intérieure de ses adhérents. Nous ne devons jamais oublier, en effet, que notre Parti n'est pas un mécanisme rigide que nous manœuvrons, mais une chose réelle sur laquelle les facteurs extérieurs agissent et qui est susceptible d'être modifiée par la direction que nous imprimons à notre tactique. C'est pourquoi nous jugeons en contradiction avec le but même de la tactique du front unique la formation, pour l'appliquer, d'un organe permanent composé de représentants des différents pays prolétariens délégués par les Partis. Il faut se préparer, évidemment, de la part des opportunistes aussi bien à un refus qu'à leur participation à une action commune. Mais la responsabilité de l'action doit retomber sur un organe de telle nature qu'elle émane de la masse ouvrière à travers les organisations économiques et qu'il soit en principe conquérable par chaque Parti. De cette façon, le P. C. pourra se subordonner à cet organe et donner l'exemple en se mettant à l'avant-garde dans l'unité d'action prolétarienne, mais ne portera pas devant les masses la responsabilité des mauvaises conséquences des méthodes d'action qui seraient dictées par la majorité non communiste des organisations prolétariennes. Dans ce domaine de la conquête d'une influence sur les masses et sur leur psychologie, il faut compter avec les responsabilités et les traditions du passé des Partis, des groupements politiques et des hommes dont les masses suivent l'action.

Il ne s'agit donc pas du tout d'exclure du nombre des revendications du front unique les questions politiques ; il ne s'agit pas non plus d'exclure en principe, et pour je ne sais quelle « prudence », des pourparlers transitoires même avec les pires chefs opportunistes. Il s'agit seulement de ne pas compromettre la préparation de la plus large couche possible du prolétariat à la situation révolutionnaire, dans laquelle l'action se fera sur le terrain des méthodes du seul Parti Communiste sous peine de défaite de tout le prolétariat ; il s'agit de conserver à notre Parti toute la liberté de continuer, pendant le développement du front unique, à bâtir son encadrement des forces prolétariennes dans tous les domaines. La tactique

du front unique n'aurait pas de sens en dehors de cette œuvre d'organisation des masses dans les mouvements que le Parti crée autour de lui dans les syndicats, dans les usines, etc...

Nous affirmons que le danger de voir le front unique dégénérer en révisionnisme communiste existe et que, pour l'éviter, il faut se tenir dans ces limites.

En ce qui concerne le Gouvernement ouvrier, si on nous confirme, comme dans l'Exécutif Élargi du mois de juin, qu'il est exactement « la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour le renversement de la domination bourgeoise », nous trouvons que, dans certains cas, il peut convenir de donner ce mot d'ordre comme remplaçant terminologique de la « dictature du prolétariat ». En tout cas, ne nous y opposons pas, à moins qu'on ne trouve trop opportuniste ce besoin de camoufler notre véritable programme. Mais si cette expression de Gouvernement ouvrier doit donner à la masse ouvrière l'impression que ce n'est pas une situation politique transitoire, ni un rapport momentané des forces sociales, mais bien le problème essentiel des rapports entre la classe prolétarienne et l'État (problème sur lequel nous avons fondé la raison d'être du programme et de l'organisation de l'Internationale), qui peut se résoudre par une autre voie que la lutte armée pour le pouvoir et que son exercice sous la forme de la dictature prolétarienne, alors nous repoussons ce moyen tactique, parce qu'il compromet, pour le résultat douteux d'une popularité immédiate, une condition fondamentale de la préparation du prolétariat et du Parti à leurs tâches révolutionnaires.

On dira peut-être que le Gouvernement ouvrier n'est pas ce que nous redoutons. Je dois observer alors que j'ai maintes fois entendu expliquer ce que le Gouvernement ouvrier n'est pas ; mais il me reste à entendre de la bouche de Zinoviev ou d'un autre ce qu'il est.

S'il s'agit d'envisager objectivement la réalisation d'un régime préparant le passage à la dictature prolétarienne, j'exprime l'avis que là où la victoire prolétarienne ne parviendrait pas à prendre une forme extrêmement décisive, il faut s'attendre plutôt à ce que le processus s'achemine, à travers les coups de la réaction, vers des gouvernements bourgeois de coalition auxquels la Droite des opportunistes participera probablement d'une façon directe, les centristes disparaissant de la scène politique après avoir accompli leur rôle de complices et de social-démocrates.

En Allemagne, par exemple, nous voyons, à la veille d'une crise industrielle générale, se poser, dans le mouvement des Conseils de fabriques, le problème du contrôle de la production. Il y a là une certaine analogie avec la situation italienne du mois de septembre 1920, qui précéda une grande défaite prolétarienne. Si un fait révolutionnaire semblable se produit, le Parti Communiste allemand doit se préparer à voir toutes les tendances opportunistes sans exception refuser même l'appui le plus modeste à ce mot d'ordre du contrôle. Ou bien le P. C. pourra jouer un rôle autonome à partir de ce moment, ou bien il est possible qu'une situation contre-révolutionnaire se développe, préparant un gouvernement dans lequel un fascisme allemand aurait la collaboration des traitres de la Droite social-démocratique.

Il résulte de tout cela que nous ne parlons pas complètement le projet de thèses de Zinoviev, ni les directives de l'activité de l'Internationale Communiste jusqu'à présent. Cela doit se rapporter non seulement à la tactique, mais aussi au travail de formation de notre organisation internationale.

Nous avons entendu Zinoviev se plaindre d'un manque de centralisation et de discipline dans notre action internationale. Nous sommes pour le maximum de centralisation et de pouvoir aux organes suprêmes centraux.

Mais ce qui doit assurer l'obéissance de tout le réseau de l'organisation aux initiatives du Centre dirigeant, ce n'est pas seulement, d'une part, un sermon solennel sur la discipline et, de l'autre, des engagements, même les plus sincères, à la respecter. Ce n'est pas non plus une application formelle et minutieuse de la démocratie intérieure et du contrôle de la part de la masse des organisés ; cela se réduit le plus souvent à une fusion. La garantie de la discipline doit être cherchée ailleurs, si nous nous rappelons, à l'aide de la dialectique marxiste, quelle est la nature de notre organisation, qui n'est pas un mécanisme, qui n'est pas une armée, mais qui est un complexus unitaire réel dont le développement est : 1° un produit, et 2° un facteur du développement de la situation historique.

La garantie de la discipline ne peut être trouvée que dans la précision des limites dans lesquelles nos méthodes d'action doivent s'appliquer, dans la netteté des programmes, des résolutions tactiques fondamentales et des mesures d'organisation. La Révolution russe a fourni au mouvement révolutionnaire international des bases pour le rétablissement de son idéologie et de son organisation de combat ; c'est un bénéfice inestimable et qui produira ses effets ultérieurs dans la mesure où le lien entre la Révolution russe et le mouvement prolétarien international sera maintenu. Nous critiquons justement, parce qu'elle nous éloigne de ce but, la tendance à laisser trop de liberté dans les mesures d'organisation et les moyens tactiques, dont le choix doit être remis au Centre dirigeant. Ce choix doit rester, nous l'affirmons, au Centre et non aux organisations nationales. Elles prétendent juger les conditions spéciales de leur milieu. Mais si l'étendue de ce droit reste trop large et parfois peu prévisible, il en résultera fatalement la fréquence des cas d'indiscipline brisant la continuité et le prestige de l'organisation révolutionnaire mondiale. Nous croyons que l'organisation de l'Internationale doit être encore moins fédérative dans ses organes centraux : ceux-ci ne doivent pas être fondés sur la représentation des sections nationales, mais doivent émaner du Congrès International.

Il est absolument évident que, seule, la Révolution russe peut nous donner le siège et l'État-major de l'Internationale Communiste, mais cet État-major, pour régler avec sûreté les mouvements des forces mondiales, doit avoir, en collaboration avec elles, dressé en toute lumière les plans de la stratégie révolutionnaire prolétarienne, dans laquelle aucun refus d'obéissance ne saurait être toléré.

Les exemples des mauvaises conséquences d'une élasticité et d'un éclectisme excessifs dans le choix des moyens d'action sont malheureusement là. La situation lamentable du Parti français en est l'exemple le plus frappant et on doit remarquer ce fait significatif que tous les Partis qui ont la majorité absolue des ouvriers politiquement organisés et tirent leur origine directe des Partis social-démocratiques traditionnels, traversent une crise. Comme la France, la Tchéco-Slovaquie et la Norvège nous le montrent. Nous nous permettons de dire qu'il y a dans un certain sens une erreur volontaire, qui consiste à considérer l'Internationale des Partis ouvriers comme trop semblable dans sa structure aux organisations étatiques et militaires.

En voulant trouver coûte que coûte des moyens décisifs pour atteindre des grands succès révolutionnaires, on a peut-être pris une route qui, à travers des crises éclatant sans qu'aucune force à la disposition de notre volonté puisse les empêcher, nous a éloignés des résultats vraiment sûrs et solides ; et il est possible que des tournants décisifs nous surprennent avec des questions embarrassantes sur les bras. Je ne prétends pas que cette expérience n'ait pas été en un certain sens nécessaire ; je me permets seulement d'apporter ici une contribution émanant non pas de spéculations abstraites, mais de l'expérience d'un Parti qui tient sa place dans le combat sur le front commun.

Notre Internationale est considérée trop souvent comme quelque chose qui serait en dehors des Partis qui y adhèrent ; parfois, ces Partis ou des fractions de ces Partis se permettent avec elle un débat polémique souvent public et insolent.

L'Internationale est réduite à se faire des fractions dans les Partis qui devraient être à ses ordres, ce qui me semble absurde et désastreux.

Nous nous voyons forcés de liquider trop de questions d'organisation et de discipline, au moment même où nous constatons que l'adversaire décie nche une telle réaction, que les pourparlers, les négociations, toute la procédure qui s'impose dans des cas semblables, sont rendus pratiquement impossibles.

Je terminerai par un mot d'ordre que Zinoviev lui-même a lancé : soyons un véritable Parti Communiste, international, solidement centralisé et trempé pour le combat révolutionnaire.

J'observerai que dans un tel Parti, on ne ferait pas de changements de structure et d'organisation pour telle ou telle région, que dans ses Congrès souverains on ne verrait jamais des délégués d'une circonscription donnée qui ne seraient pas en ordre avec les règles générales d'organisation.

Dans le Parti Communiste international centralisé, nous aurons vraiment cette unité indispensible de pensée et d'action devant laquelle tout refus de discipline doit être châtié comme une trahison.

GRAZIADEI. — Je parle au nom de la minorité du Parti Communiste d'Italie. Nous ne voulons pas aborder maintenant la question italienne. Il y a pour cela une commission. Nous attendons de nous présenter à cette commission, qui étudiera certainement toutes les particularités de notre situation politique. Si, après le travail de la commission, nous avons encore des observations à faire, naturellement nous demanderons la parole dans le Congrès.

En ce moment, nous restons sur le terrain des thèses et de l'ordre du jour proposés au Congrès.

La relation du camarade Zinoviev se divise en deux parties.

Pour la première, on a déjà présenté au Congrès des propositions de résolution. Je dois déclarer, au nom de la minorité, que, dès ce moment, nous acceptons de voter ces résolutions.

Quant à la question italienne, nous déclarons que, selon nous, l'Internationale Communiste a bien agi, en général, dans la situation de notre pays et de notre Parti. Naturellement, nous nous réservons de discuter les conditions et les garanties sous lesquelles on pourra examiner les rapports futurs entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste italien.

La seconde partie de la relation de Zinoviev est pour nous la plus intéressante, parce qu'elle touche les problèmes fondamentaux de la tactique de l'Internationale Communiste.

Je dois rappeler que sur le terrain de la tacti-

que, le Congrès de Rome a proposé des thèses. L'Exécutif Élargi de mai dernier a déclaré que ces thèses étaient incorrectes et qu'elles devaient être révisées. Cette opinion avait été déjà soutenue par la minorité citée au Congrès de Rome.

La révision demandée n'a pas eu lieu dans les faits.

Au contraire, les camarades de la majorité -- et c'est leur droit -- croient encore que ces thèses soient tellement bonnes qu'ils les ont apportées une autre fois devant le Congrès par la bouche du camarade Bordiga.

En ce qui concerne le problème du front unique, je pense qu'après une année qu'on a lancé ce mot d'ordre, il serait ridicule de faire encore une longue discussion théorique. Le front unique, c'est le moyen d'atteindre les plus vastes couches de la classe ouvrière.

A ce point de vue, je ne comprends pas la préoccupation du camarade Bordiga, qui demande, au nom de l'arithmétique, ce qu'est la majorité.

La question de la majorité n'est pas une question purement quantitative. C'est une question qui doit être considérée de plusieurs points de vue différents et complémentaires l'un de l'autre. Et c'est seulement le talent des dirigeants politiques dans chaque pays qui peut établir si le Parti est déjà un Parti de masses et si, partant, il a la force ou non de faire une certaine action.

En général donc, le front unique est l'arme pour gagner les plus vastes couches possibles de la classe ouvrière, et cela encore dans le plus bref délai possible.

Beaucoup de camarade ne donnent pas assez d'importance au problème du temps. Et c'est pour cela aussi que le temps tourne maintenant contre nous.

Quelles sont les formes du front unique ? Si le Congrès me le permet, je dirai qu'il y a deux formes du front unique. L'une est celle par laquelle un Parti Communiste essaye d'absorber dans son organisation des groupes d'ouvriers qui avaient appartenu auparavant aux Partis Socialistes et qui, maintenant, viennent ou croient venir vers l'idéal communiste. Je reconnais que cette première forme est particulièrement dangereuse et que, quelquefois, pour gagner une situation qui paraît meilleure, on court le risque de créer une condition d'organisation qui, dans le développement du temps, ne fait qu'empirer au lieu de s'améliorer.

Néanmoins, on ne peut pas refuser une tactique seulement parce qu'elle présente des dangers. Toute la vie est un danger. Mais le Parti Communiste, qui est un Parti de lutte, ne peut pas renoncer à des méthodes de la lutte, sous prétexte que dans ces méthodes, il y a des difficultés.

Dans les thèses du Parti Communiste d'Italie, on déclare que le Parti Communiste, dans tous les pays du monde, ne peut admettre que des adhésions individuelles. La même chose a été dite à peu près par le camarade Bordiga. C'est un des points formels des thèses que la minorité a déjà combattus au Congrès de mars du Parti italien. En effet, si cette thèse devait être acceptée dans le sens absolu, pour tous les pays, pour tous les temps, nous donnerions l'impression que les Partis Communistes ne sont pas capables d'atteindre leur but, c'est-à-dire de conquérir la majorité de la classe ouvrière.

S'il y a des Partis Socialistes dans lesquels il y a des ouvriers, nous devons avoir l'espoir de les gagner à nous. Mais si nous les gagnons à nous, nous devons les absorber par groupes et

non pas individuellement, justement parce qu'ils étaient organisés dans un autre Parti et qu'ils viennent avec un capital moral, et quelquefois aussi financier. En raison même de leur conscience politique, il est impossible de leur demander qu'ils adhèrent comme individus isolés.

Dans l'Italie, comme il y a un an et demi en Allemagne, la question d'absorber quelques fractions des anciens Partis Socialistes s'est posée et se pose encore. Je me demande si en Allemagne, le fait d'avoir absorbé la Gauche des Indépendants a été un mal ou un bien pour le Parti Communiste. Je crois qu'on peut dire maintenant qu'en général, ce fait a été très utile au Parti Communiste allemand, bien que, à certains moments, on ait dû avertir des dangers de cette opération et les combattre.

Une situation en quelque sorte analogue se produit en Italie. Le Parti Communiste d'Italie, esclave de cette conception trop absolue, avait déclaré que le Parti Socialiste d'Italie ne se diviserait jamais. Il avait cru cela jusqu'au dernier moment. Au contraire, le Parti Socialiste italien s'est divisé. Cela est tout à fait vrai.

Dans un pays dans lequel le caractère fait défaut, on ne pourrait certainement dire que les maximalistes sont déjà devenus des Communistes. Je me garde bien de proclamer une telle bêtise. Je dis seulement que la division entre les maximalistes et les réformistes est un fait important, qui est en contradiction avec ce que le Parti, dans sa majorité, avait prévu et désiré et que ce fait pose chez nous un des problèmes les plus délicats du front unique.

Passons à la seconde forme du front unique : la forme selon laquelle on ne cherche pas à introduire dans l'organisation même du Parti Communiste de nouveaux éléments ouvriers ayant appartenu à d'anciens Partis Socialistes, mais selon laquelle le Parti Communiste, tout en conservant jalousement son indépendance d'organisation, tâche toutefois d'entamer des pourparlers et de s'allier momentanément avec les autres Partis ouvriers et les syndicats pour les entraîner dans une action commune dans laquelle, toujours, le Parti Communiste entend sauver complètement sa liberté et son originalité d'organisation.

Même pour cette forme de la tactique du front unique, je pense que la majorité de notre Parti a commis des erreurs. Il est exact que le Parti Communiste italien a cru en toute bonne foi accepter l'esprit de la tactique du front unique sous sa deuxième forme. Je relève encore que le Parti Communiste italien a été un des premiers à lancer le mot d'ordre du front unique dans un sens très imparfait, mais cependant avant même qu'il ne devienne le mot d'ordre de l'Internationale Communiste.

Quelle est, selon nous, l'erreur que la majorité du Parti Communiste italien a faite dans ces thèses sur le front unique et dans l'application du front unique, sous sa seconde forme ?

Il y a des difficultés non seulement dans la première forme du front unique, mais aussi dans la seconde. C'est la vie qui nous présente toujours des difficultés. Est-ce que le mariage ne comporte pas des difficultés ? (Rires.) Et, cependant, on se marie.

Donc, comme dans le mariage, il y a dans cette tactique des difficultés. Bordiga croit pouvoir les résoudre d'une manière mécanique et artificieuse. Il établit une distinction. Nous ne voulons pas le front unique avec les Partis, mais nous le voulons

avec les syndicats parce que les syndicats sont le produit le plus naturel de la classe ouvrière et parce que dans les syndicats nous pouvons nous mouvoir plus librement et nous compromettre moins. Il oublie qu'avec les syndicats, ils se produisent autant de difficultés que dans les Partis. (Applaudissements.)

La distinction du camarade Bordiga ne résiste donc pas à la réalité. Les mêmes dangers, les mêmes difficultés qu'on croit avoir évités dans les Partis se reproduisent dans les syndicats.

Il y a, il est vrai, une différenciation naturelle entre les syndicats et les Partis. Mais le problème du front unique est à la fois un problème économique et politique, et même un problème de la plus difficile politique. C'est aussi pour cela qu'une distinction entre les syndicats et le Parti, en ce qui concerne la tactique du front unique, est absolument impossible.

Le camarade Bordiga dit : Nous sommes contre la formation d'un organe permanent entre les social-démocrates et les communistes. Mais le front unique ne veut pas du tout dire la formation d'un semblable organe permanent. Bien au contraire, front unique veut dire toute une série de tractations, de ruptures et de nouvelles tentatives.

On ne peut donc considérer le front unique comme une liaison permanente, jusqu'à la lutte finale des social-démocrates. Une liaison semblable serait le suicide de la tactique communiste du front unique.

La tactique du front unique, limitée aux syndicats où il y aurait des communistes, serait du reste insuffisante, même au point de vue syndical. Il y a des syndicats dans lesquels nous n'avons pas un seul camarade, par exemple, les syndicats chrétiens ou catholiques qui sont nombreux dans plusieurs pays et aussi en Italie.

Pour avoir des rapports avec les syndicats, rapports nécessaires en certains cas à la réalisation du front unique, il faut donc traiter avec leurs chefs politiques.

La tactique du front unique a été préconisée en Italie d'une façon tellement abstraite, tellement doctrinaire, qu'à l'heure actuelle elle n'est pas encore passée dans la réalité profonde de la vie de tous les jours.

Passons à la conception du gouvernement ouvrier. Après avoir participé aux séances du Comité Exécutif Elargi du mois de mai, le camarade Bordiga et moi sommes retournés en Italie. J'ai fait alors ce que je pouvais pour expliquer aux camarades ce qu'était le Gouvernement ouvrier. Certainement, la faute a été complètement de mon côté, mais je suis bien sûr que les camarades n'ont rien compris à ce que je disais. (Rires.)

Si la conception du front unique est déjà une conception sur laquelle il serait ridicule de faire encore une discussion théorique, je pense que l'idée du Gouvernement ouvrier a maintenant trouvé sa complète expression.

Je n'ai jamais partagé l'opinion du camarade Zinoviev qui, au premier plan, semblait croire que le Gouvernement ouvrier était synonyme de la dictature du prolétariat.

Je vois avec plaisir que cette conception a été modifiée par lui-même et par le Comité Exécutif de la 3^e Internationale.

Le problème, selon nous, se pose de cette manière : dans les pays où la possibilité pour la classe ouvrière de conquérir le pouvoir existe, le Gouvernement ouvrier se présente comme le résultat du front unique.

En fait, cette partie de la classe ouvrière qui est encore sous l'influence de la social-démocratie

ne croit pas, pour le moment, à la dictature du prolétariat. Pour la pousser à la conquête du pouvoir, il faut donc se contenter de la formule du Gouvernement ouvrier.

On peut envisager la possibilité historique que le Gouvernement ouvrier soit une étape réelle entre le Gouvernement bourgeois, ou même social-démocrate, et la dictature du prolétariat. En ce cas, il se peut aussi très bien que le Gouvernement ouvrier ait encore une forme parlementaire.

Cette possibilité est une des raisons par lesquelles la conception du Gouvernement ouvrier devient si difficile pour beaucoup de camarades. Une telle difficulté est typique en Italie, où l'ancienne fraction anti-parlementaire du Parti Socialiste a eu un rôle prédominant dans la formation et l'organisation de notre Parti Communiste. Beaucoup de nos meilleurs camarades s'effrayent à l'idée du Gouvernement ouvrier, précisément parce qu'ils ont peur de la forme parlementaire.

Pourtant, c'est là une grande erreur ; je l'ai toujours dit à la majorité de mon Parti.

Il se peut que dans un pays comptant une grande partie de la classe ouvrière encore imbuë des idées démocratiques bourgeoises ou demi-bourgeoises, un Gouvernement ouvrier puisse, pendant un certain temps, être assis d'un côté sur une organisation syndicale à laquelle on doit chercher à donner une valeur politique de plus en plus grande, mais d'un autre côté sur une forme encore parlementaire. Nous ne pouvons pas repousser le Gouvernement ouvrier seulement parce qu'il peut avoir, pendant quelque temps, une forme parlementaire. Ce serait une grosse erreur. En Russie, après la révolution de mars, les communistes ont tâché d'accroître toujours la force politique des soviets dans lesquels ils étaient encore une minorité et

pourtant ils n'ont pas abandonné le Parlement, où il y avait un Gouvernement simplement social-démocratique. En Allemagne, après la chute de l'Empire, il y a eu le Parlement et, dans le même temps, les soviets.

Naturellement, les communistes doivent toujours soutenir devant les travailleurs qu'un vrai Gouvernement ouvrier ne peut se former et se consolider que par la lutte armée contre la bourgeoisie, que sous le contrôle croissant des organisations de classe. Ils doivent toujours démontrer que si on n'arrive pas le plus vite possible à la dictature du prolétariat, le Gouvernement ouvrier ne pourra pas résister aux assauts de la bourgeoisie.

Je voudrais conclure par quelques mots sur la dernière partie du discours du camarade Bordiga.

Notre camarade Bordiga a demandé une discipline toujours de plus en plus stricte et de plus en plus sûre de la part de la 3^e Internationale.

Nous souscrivons complètement à cette partie du discours de notre camarade Bordiga. Mais loyalement nous demandons à nos camarades de la majorité du Parti Italien de ne plus considérer eux-mêmes la discipline comme une chose de pure forme, mais de faire passer dans le sang vivant de l'activité quotidienne du Parti toute la tactique de l'Internationale Communiste. (*Applaudissements.*)

KOLAROV. — Avant de passer à la traduction du discours du camarade Graziadei, je tiens à faire une déclaration : la liste des orateurs est encore longue. Nous aurons fort à faire pour l'épuiser. Le Presidium vous propose de tenir une séance ce soir à 7 heures et de laisser la journée de demain à la disposition des différentes commissions.

Il n'y a pas d'objections ? *Adopté.*

La séance est levée à 16 heures.

Le Communisme et la Question coloniale

(Suite)

Programme d'action pour l'avenir immédiat

L'émancipation des populations indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la Révolution en France.

La masse indigène inculte, tenue en demi-esclavage depuis des siècles, fanatique et fataliste, patiente, résignée, soumise, pénétrée de préjugés religieux, ne conçoit pas actuellement sa libération ; elle se contente d'aspirer à un mieux-être qu'elle croit réalisable par des réformes et par son accession à certains droits politiques.

En admettant même que, surmontant son apathie et groupant ses forces si divisées, elle tente un mouvement libérateur, celui-ci serait immédiatement noyé dans le sang, car les forces impérialistes bourgeoises sont autrement considérables et autrement organisées que les éventuelles forces algériennes (4 millions à peine d'individus sans armes, ni munitions, sans outils, sans techniques).

Le but immédiat des communistes en Algérie n'est donc pas de soutenir ou de susciter un mouvement aussi problématique et voué à l'insuccès, mais d'user de tous les moyens pour se concilier la sympathie de la masse indigène, afin de l'empêcher de se laisser enrôler en bloc dans les troupes contre-révolutionnaires lors du déclenchement de la révolution en France.

Pour atteindre ce résultat, point n'est besoin de faire, dès maintenant, de la propagande communiste ouverte dans le bled algérien ; point n'est besoin de publier dans notre presse des appels à la révolte, ni de distribuer des tracts en arabe, comme d'aucuns le recommandent.

La publication de « l'Appel de l'Internationale Communiste pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie » fut une erreur, et nous en voyons la preuve dans ce que cet appel fut reproduit dans la presse coloniale bourgeoise dans le but de nous déconsidérer dans l'opinion publique, but atteint en partie, *alors que cet appel n'a pas touché les masses que nous voulions atteindre.*

La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens du bled est actuellement inutile et dangereuse.

Elle est inutile parce que ces indigènes n'ont pas atteint encore un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes. Elle est inutile parce que cette masse, exclusivement imprégnée de fanatisme religieux, n'accorde de crédit qu'à ses marabouts, qu'il nous faudrait, pour la toucher, des communistes arabes influents et que nous avons encore tout à faire pour en former.

Elle est dangereuse parce qu'elle ne manquerait pas de faire déclencher par la bourgeoisie une offensive formidable de répression, offensive assu-

rée d'un succès d'autant plus certain que la masse indigène, veule et vénale, n'hésiterait pas à dénoncer et à sacrifier les meilleurs de ses membres.

Elle est dangereuse parce que, faite sans une préparation préalable du prolétariat européen, imbu fortement de préjugés contre l'indigène, elle nous aliénerait la sympathie de ce prolétariat et provoquerait la désertion de nos groupements.

Ce n'est pas à dire, cependant, que l'on ne doive pas envisager la propagande communiste dans le bled algérien, au contraire ; celle-ci peut et doit se faire, mais suivant une progression rationnelle, en usant de prudence et en rejetant les moyens tapageurs.

La pénétration communiste dans le bled se fera par le noyau européen du bled quand notre propagande l'aura amené à nous et quand le prolétariat indigène urbain sera suffisamment armé de la foi communiste pour envoyer dans l'intérieur des propagandistes parlant la langue et vivant la vie des indigènes.

Nous nous concilierons la sympathie de la masse indigène en saisissant toutes les occasions pour dénoncer son oppression, pour fustiger les impérialistes français et les bourgeois arabes qui l'abusent, la volent et la maitraient, pour nous élever contre les injustices et les passe-droits dont elle est victime.

Cette tâche, qui n'est faite par aucun groupe politique, amènera les indigènes à distinguer, avec leur intellect primitif et simpliste, que les « roumis » (terme générique qui désigne les non-musulmans) sont de deux sortes : les communistes et les autres.

Par ailleurs, notre tâche immédiate ici est toute d'éducation et d'organisation.

Nous avons à faire pénétrer dans l'agglomération de races qu'est la population algérienne, l'idée de la nécessité de la seule lutte de classes et le danger des conflits de races, profitables au seul capitalisme international.

Il nous faut renforcer nos groupements, en créer dans les centres les plus reculés du pays et faire un effort considérable pour la diffusion de nos journaux.

Il nous faut faire admettre par le prolétariat indigène urbain la nécessité impérieuse de se grouper dans les syndicats professionnels.

Propagande directe parmi les indigènes

Comme nous l'avons indiqué, les indigènes possèdent de réelles qualités syndicalistes, mais leur éducation syndicale est nulle. Ils suivent aveuglément un homme, leur secrétaire, en qui ils ont une confiance absolue, et qui les manœuvre sans explications.

Il n'y a que deux mobiles qui déterminent leur action : la durée du travail et le salaire.

Dans de telles conditions de difficultés, la propagande directe parmi les indigènes se réduit à des moyens presque nuls.

Pourtant, le syndicalisme pourrait être un des moyens les plus puissants de nos idées chez les indigènes agriculteurs. Mais ce mouvement est entièrement subordonné au développement des milieux syndicalistes et communistes parmi la population européenne de l'intérieur du département.

Le premier but à atteindre est donc l'éducation des Européens avant d'entreprendre directement l'éducation sociale du prolétariat indigène.

Revendications et réformes

Le troisième moyen, le plus efficace à notre avis, consiste à réclamer du gouvernement et de

l'administration des réformes favorables aux indigènes

En dehors des campagnes de presse dans le journal communiste d'Algérie, les revendications ne peuvent être formulées et développées que par les élus communistes dans les assemblées délibérantes.

En conséquence, nous adoptons les résolutions suivantes :

RÉSOLUTIONS

1° Le Parti Communiste Français, comprenant l'importance du rôle révolutionnaire des colonies, s'efforcera de développer dans l'Afrique du Nord les groupements déjà existants ; il fera tous ses efforts pour intensifier la propagande et s'imposera les légers sacrifices que comportent la nomination d'un délégué permanent et l'envoi périodique de militants métropolitains ;

2° Le Parti Communiste prendra position sur toutes les questions qui préoccupent la population indigène ; il défendra les revendications de cette population dans sa presse et à la tribune parlementaire, mais il s'abstiendra de publier dans la presse qui touche le grand public des articles de doctrine en matière coloniale et des appels à la révolte ;

3° Les militants communistes en Algérie s'attacheront à faire pénétrer l'idée syndicaliste chez les ouvriers indigènes et s'efforceront de lutter contre les conflits de race en démontrant que seul importe le front international du prolétariat opprimé contre le front international du capitalisme oppresseur ;

4° Le Comité d'études coloniales se tiendra en liaison constante avec les Fédérations coloniales pour l'étude des questions qui les concernent et prendra toujours leur avis avant d'engager une action quelconque dans leur ressort.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS INDIVIDUELS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

ABONNEMENTS COLLECTIFS

Fédérations et Sections	
3 mois	3 »
6 mois	6 »
12 mois	12 »

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au camarade E. Soutif, 120, rue Lafayette, et tout ce qui concerne l'Administration à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris (2°).

L'ACTION COLONIALE

Malgré la huitième condition d'adhésion, malgré la résolution du 2^e Congrès mondial, malgré les demandes réitérées de l'Exécutif, la question coloniale semble, hélas ! écartée des préoccupations du Parti français.

Je voudrais essayer d'intéresser les lecteurs du *Bulletin Communiste* à cette importante question qui occupe une si grande place dans la pensée des plus éminents de nos camarades russes, depuis Lénine, Trotsky et Zinoviev jusqu'à Safarov qui vient d'élaborer un projet de thèse sur la question d'Orient et les colonies en général.

Il y a un danger évident à laisser le prolétariat indigène des colonies sous l'influence de la Bourgeoisie et à la disposition du militarisme et de l'impérialisme, sans le préparer à ne pas se laisser embrigader pour venir briser la révolution le cas échéant.

Croyez-moi, camarades, il faut vous rendre compte que toute indifférence à cet égard est un danger mortel pour la Révolution dans des pays comme la France, l'Angleterre et l'Italie.

Il faut vous rendre compte que dans toutes les colonies les travailleurs indigènes, grâce à la Révolution russe, se réveillent et commencent à se grouper et chercher leur voie, afin d'arriver à briser leurs chaînes.

Il faut vous rendre compte, enfin, que la Bourgeoisie coloniale est loin de négliger ce mouvement et qu'elle fait tout ce qu'elle peut pour s'emparer de ces groupements embryonnaires, pour les canaliser à son seul profit.

Bien entendu, pour ce faire, elle prend le masque de la démocratie bienveillante envers eux ; elle s'attache surtout à établir entre ces travailleurs indigènes et le communisme une barrière qui sera difficile à franchir si vous ne vous y prenez pas à temps.

Or, que faisons-nous ? Nous devrions être les premiers à prendre la tête de ces groupements.

Croyez-moi, camarades, les travailleurs indigènes sont plus accessibles à notre propagande et à nos idées qu'à ceux de la Démocratie périmée, ils sont payés pour cela. Ils n'oublient pas les promesses menteuses que leur ont faites les gouvernements bourgeois pendant la guerre du droit et de la civilisation pour les amener à la boucharie.

Si vous voulez réellement faire la Révolution, il vous faut non seulement entreprendre dès maintenant la neutralisation des prolétaires indigènes, non seulement acquérir leur sympathie, mais, par une propagande méthodique et vraiment communiste, vous préparer une garde révolutionnaire parmi eux, le cas échéant.

Cela, vous le pouvez, d'autant plus que tous les indigènes, depuis les intellectuels jusqu'aux plus primitifs, savent que la Révolution russe a libéré bien des peuples qui étaient sous le joug du tsarisme.

Certains d'entre vous vous déniez le droit de traiter de la question coloniale, sous prétexte que vous ne connaissez pas la vie et la mentalité des indigènes des colonies. Or, je ne sache pas qu'il

y ait une doctrine communiste spéciale pour les colonies.

On me répondra qu'au point de vue tactique, ce n'est pas la même chose ; on me dira qu'il faut chercher une tactique appropriée suivant le degré d'évolution dans chaque colonie. Cela, je le crois volontiers. Aussi, que demandons-nous ?

1^o Que le Parti trace une ligne de conduite générale pour ses militants et ses fédérations dans les colonies ;

2^o Qu'il leur assigne, d'une façon précise, le but à atteindre ; faire de la propagande et du recrutement parmi les indigènes et, pour y parvenir, prendre comme plate-forme les revendications immédiates des indigènes, savoir :

Suppression du régime de l'indigénat ; droits de citoyens français pour tous ; suppression des tribunaux répressifs ; Egalité au point de vue juridique ; suppression des mesures administratives arbitraires qui astreignent la masse des paysans et ouvriers indigènes à toutes sortes de corvées et de contraintes indignes de la civilisation, etc., etc. Le résultat ne se fera pas attendre.

D'après nos camarades d'Algérie, la propagande et le recrutement parmi les indigènes sont choses très dangereuses. Je ne veux pas commenter, pour le moment, cette façon de voir. Je livre seulement ce fait à la méditation des militants de la métropole.

Il est temps que le Communisme ne soit plus limité à quelques Européens disséminés dans les colonies, alors qu'on laisse de côté des millions de prolétaires indigènes qui nous tendent la main.

HADJALI,
de la 5^e Section.

RENÉ MARCHAND

LA CONDAMNATION D'UN RÉGIME

(De la « vanité malade de M. Poincaré »
à la « Tuerie mondiale »)

Un volume : 4 francs. — Franco : 4 fr. 50

En vente à la Librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris. Chèque postal 25.517.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, Imprimeur.